L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX NO. 73 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS.

MERCREDI MATIN, 18 NOVEMBRE.

PROJET DE SEPTENNALISATION DE L'ASSEMBLEE.

On lit dans le *Figaro* :

La langue politique qui avait déjà engendré le Septennat, vient de s'enrichir d'un nouveau mot, la *septennalisation* de l'Assemblée. Il s'agit de ce projet dont M. de Girardin sera le héraut, mais dont l'invention, on l'espère pas, remontre à M. Acloque, député de l'Ariége. On sera sans doute curieux de connaître dans toutes ses teneur, le projet de cet honorable député, projet qui comporte une constitution tout entière.

Une communication bienveillante nous permet de le faire passer sous les yeux de nos lecteurs.

ARTICLE IER.

Jusqu'au 20 novembre 1880, le gouvernement de la France se compose de deux Chambres et d'un chef du pouvoir exécutif qui continue à porter le titre de président de la République.

ART. II.

L'Assemblée nationale restera en fonctions jusqu'au 20 novembre 1880.

ART. III.

Le Sénat se compose de deux cents membres pris parmi les membres de l'Assemblée nationale, qui sera réduite d'autant, à raison d'un membre pour les départements de France ou d'Algérie qui ont de un à trois députés, de deux membres pour ceux qui en ont de quatre à six, de trois membres pour ceux qui en ont de sept à dix et de cinq pour les autres, et de un pour les colonies.

La députation de chaque département et celui ou ceux de ses membres qui doivent le représenter au Sénat.

ART. IV.

La durée annuelle des sessions ne peut excéder quatre mois.

ART. V.

Pour pourvoir aux vacances qui se produiront dans les deux Chambres, il n'est procédé aux élections qu'une fois par an.

Pour le Sénat, elles auront lieu le premier mardi de chaque année pour tous les sièges vacants à cette époque.

Pour la Chambre des représentants, l'élection aura lieu le premier dimanche d'août :

Il est pourvu, ce jour-là, au remplacement de tous les membres décédés ou démissionnaires avant le 1er juin de l'année où ont lieu les élections.

ART. VI.

Le siége du gouvernement est à Versailles ; c'est dans cette ville que se réunissent les deux Chambres.

ART. VII.

D'accord avec le Sénat, le président de la République peut dissoudre la Chambre des représentants.

ART. VIII

Il est pourvu à la vacance du poste exécutif par les deux Chambres réunies en Congrès sous la présidence du président du Sénat.

Ce projet sera-t-il discuté ? C'est probable. Sera-t-il adopté ? C'est plus douteux, quand on sait l'opposition qu'il va soulever de toutes parts. *Optimistes*. Cependant, à moins qu'on n'*organise* les pouvoirs du maréchal et qu'une nouvelle loi électorale permette d'affronter sans danger la dissolution, il nous semble que la combinaison dont il s'agit accélérait sérieusement la trêve patriotique demandée par tous les partis.

La *France* dit à propos de ce qui précède :

Le programme politique de M. de Girardin diffère essentiellement de celui de M. Acloque, ainsi qu'on le verra lorsque la *France* le publiera dans son numéro du 15 novembre prochain.

LES DROITS DES NOIRS.

Jusqu'où ira, se demande le *Messager franco-américain*, la révolte qui fait rage actuellement aux Etats-Unis, et quelles en seront les conséquences dans la politique fédérale ? Voilà ce que l'on commence à se demander de toute part. Le *Herald*, principal organe du parti républicain, semble indiquer peut produire une pareille agitation, et il y répond de la manière suivante dans un article sur les droits des noirs :

"Les droits des noirs, considérés comme résultant de la guerre, sont des droits conférés et établis par des amendements à la Constitution fédérale. Le parti démocrate ne fera pas la guerre à ces amendements. Qu'il lui soit ou non prudent d'élever dans la question du suffrage des noirs par un amendement à la Constitution, qu'il lui soit ou non prudent de priver les Etats de toute latitude dans cette affaire, c'est ce qui importe peu à la question pour le moment. Quoiqu'il en soit, le pays a prononcé, et il n'y a pas à se méprendre sur le sens profond de son verdict. Il n'y a pas dans le pays de parti assez imprévoyant pour entreprendre de nous exposer à une nouvelle guerre civile pour une question qui a été réglée définitivement et irrévocablement par la guerre et le vote. Mais toute question de politique à part, le suffrage des noirs est si bien établi aujourd'hui sous l'empire de la Constitution des Etats-Unis, que nul Etat ne peut faire une loi pour priver un homme du suffrage pour cause de couleur. Avec la grande œuvre de réforme qu'il a devant lui, le parti démocrate n'a pas la moindre idée de travailler à l'abolition des amendements constitutionnels dont le peuple américain a juré l'adoption de tant d'efforts, de sang et de larmes. Ces grands résultats de la guerre, sanctionnés et consacrés par le vote, existent où s'ils n'étaient pas nécessaires."

—Le *Gaulois* publie la lettre suivante adressée par M. Emile Olivier à M. Léonce Dupont :

Rome, 25 octobre 1874.

Mon cher Dupont,

Je vous demande un petit service. Je lis dans les journaux italiens une note envoyée par je ne sais qui, disant que je viens d'adhérer à la politique du prince Napoléon par une lettre adressée au *Petit-Bastia de la Corse*. Or, la lettre reproduite récemment par ce journal est de mai 1873 et non d'octobre 1874, et ne se réfère en rien à la politique du prince Napoléon. En l'égard de cette politique, mes sentiments n'ont toujours ceux que j'ai exposés à tout venant et particulièrement à M. Rouher pendant mon séjour à Paris.

J'y suis étranger et je ne l'approuve pas ; veux-tu m'obliger en insérant cette rectification dans le journal de *Gaulois*. Je sont peut-être obligé de m'expliquer à fond sur toute cette situation, mais le moment n'est pas encore venu.

Affectueusement à vous.

EMILE OLLIVIER.

BAZAINE EN SCÈNE. — *L'Evening Mail* a publié la dépêche suivante :

Madrid, 11 novembre.

L'ex-maréchal Bazaine est arrivé ici pour amener les chefs du gouvernement actuel et les partisans d'Isabelle, l'exreine, à s'entendre pour rétablir la monarchie. On affirme que plusieurs chefs de l'administration de Serrano sont en faveur de ce projet qui, d'après eux, est le plus convenable pour rétablir la paix et les ressources du pays épuisés par la guerre contre les carlistes. On s'attend à ce que la majorité de la presse s'oppose au retour des Bourbons au pouvoir ; mais si Bazaine et consorts peuvent obtenir la coopération de Serrano, leur succès est assuré.

Si une restauration a lieu, Bazaine aura un commandement important dans l'armée espagnole.

L'ETAT CIVIL A PARIS. — Le défaut pour la reconstitution des actes de l'état civil exprimé le 31 décembre 1872, prolongé tout le long de l'année 1873, tout le long de l'année 1874, va enfin expirer sérieusement, paraît-il.

Mais la reconstitution se fait *si piano, si piano*, qu'il va falloir sérieusement encore prolonger le fameux délai. Pensez donc, il n'y a encore à ce jour que cent vingt-deux mille actes d'enregistrés sur près de quinze cent mille !

Aussi comme la situation menace de s'éterniser, M. le préfet de la Seine va prendre un grand moyen, celui d'avoir recours aux employés auxiliaires qui ont été chargés du recensement et iront à domicile recevoir les renseignements nécessaires.

Comme cela on arrivera peut-être à un résultat.

Eh bien..... vous verrez encore dans quelques années des gens qui manqueront des actes nécessaires pour un mariage et qui diront que c'est la faute de l'administration !

—Comme quoi Mme de Pompadour va contribuer à l'érection de l'église du Sacré-Cœur, à Montmartre.

M. l'abbé de Monteval, aujourd'hui prêtre libre de la paroisse de Saint-Philippe-du-Roule, n'a pas toujours porté la soutane. Avant d'entrer dans le clergé, il a même occupé divers postes diplomatiques.

Or, pendant son séjour à Vienne, il s'arrêta un jour devant une boutique de bric-à-brac, à la devanture de laquelle s'étalait une très jolie miniature de femme. Le marchand, il acheta pour une quinzaine de francs cette miniature qu'il mit dans ses bagages et à laquelle il ne pensa plus au bout de quelques jours.

Or, ces temps derniers, il la retrouva par hasard, et par hasard aussi, le cadre s'étant détaché, il fut avec surprise au dos du portrait cette inscription :

"*Portrait de Mme de Pompadour, donné à M. de Kaunitz.*"

Naturellement l'abbé de Monteval parla de sa découverte et Mme de Rothschild, à qui le fait fut rapporté, fut prise du désir de posséder cette miniature.

—Si vous voulez une édelet en portrait, dit-elle à l'abbé, je vous donne mille francs pour vos pauvres ou vos bonnes œuvres.

On devine avec quel empressement l'abbé de Monteval a accepté. La somme vient d'être remise à S. E. Mgr le cardinal archevêque de Paris.

Et voilà comment cent-dix ans après sa mort Mme la marquise de Pompadour paie à fonder une église.

Convention Postale

ENTRE LA FRANCE ET LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Le soussigné, M. Amédée Bartholdi, officier de l'ordre national de la Légion d'Honneur, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France à Washington, etc., etc., au nom de son gouvernement et en vertu des pouvoirs qu'il a reçus, et John A. Creswell, postmaster-général des Etats-Unis d'Amérique, en vertu des pouvoirs que lui donne la loi, sont convenus de ce qui suit :

ART. 1er.—Il y aura entre l'administration des postes de France et l'administration des postes des Etats-Unis, un échange en dépêches closes, de lettres, d'échantillons de marchandises, de photographies et d'imprimés de toute nature, par les moyens de communications et de transports ci-après désignés, savoir :

1. Par les paquebots-poste français ;

2. Par les paquebots de la ligne hambourgeoise ;

3. Par la voie d'Angleterre et des paquebots affectés au transport des dépêches entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

Les frais résultant du transport des dépêches, par l'une ou l'autre des voies sus-mentionnées, seront à la charge de l'office expéditeur, mais il est entendu que ces frais seront acquittés dans les deux sens par celle des deux administrations qui pourra assurer le transport aux conditions les moins onéreuses, à charge par l'autre administration de lui rembourser sa part dans lesdits frais.

Toutefois l'administration des postes des Etats-Unis payera à l'administration des postes de France, pour le transport des dépêches expédiées des Etats-Unis en France au moyen des paquebots-poste français, les mêmes prix de poste de voie de mer que ceux que ladite administration des postes des Etats-Unis payerait, d'après la législation américaine, pour le transport maritime des mêmes dépêches au moyen de bâtiments à vapeur du commerce, il est entendu d'ailleurs que ces prix ne pourront être inférieurs à ceux que l'administration des postes de France aura à payer pour le transport par les paquebots hambourgeois, des dépêches qu'elle expédiera au moyen de ces paquebots à destination des Etats-Unis.

ART. 2.—Les personnes qui voudront envoyer des lettres ordinaires, c'est-à-dire non chargées, soit de la France ou de l'Algérie pour les Etats-Unis et leurs territoires, soit des Etats-Unis et de leurs territoires pour la France et l'Algérie, pourront, à leur choix, laisser le port des dites lettres à la charge des destinataires, ou payer ce port d'avance jusqu'à destination.

ART. 3.—La taxe à percevoir en France, sur les lettres originaires ou à destination des Etats-Unis, sera de cinquante centimes par demi-gramme, sous la réserve pour le gouvernement français, de la faculté d'augmenter ultérieurement la progression de quinze grammes en quinze grammes.

La taxe à percevoir aux Etats-Unis sur les lettres originaires ou à destination de France, sera de 5 cents par 15 grammes ou fraction de 15 grammes.

Indépendamment des taxes mentionnées ci-dessus, les lettres non affranchies seront passibles d'un droit fixe de cinquante centimes, ou 5 cents, suivant le cas. Quant aux lettres insuffisamment affranchies au moyen de timbres-poste, elles seront traitées comme les lettres non affranchies sauf déduction du prix des timbres-poste mis, lorsque la taxe résultant de la perception présentera une fraction de moins de dix centimes français, ou de cent cents américains, il sera perçu pour la fraction un demi-décime ou 1 cent entier, suivant le cas.

ART. 4.—Le publications deux pays pourra envoyer des lettres chargées, d'un pays dans l'autre.

Le port des lettres chargées devra toujours être acquitté d'avance, jusqu'à destination.

Toute lettre chargée expédiée de la France et de l'Algérie pour les Etats-Unis et leurs territoires, supportera, au départ, en sus de la taxe applicable à une lettre non chargée, du même poids, un droit fixe de 50 centimes, et, réciproquement, toute lettre chargée expédiée des Etats-Unis et de leurs territoires pour la France et l'Algérie, supportera, au départ, en sus de la taxe applicable à une lettre non chargée, du même poids, un droit fixe de 50 cents.

ART. 5.—Les échantillons de marchandises tout de graines, les photographies, les journaux, les ouvrages périodiques, les livres reliés ou reliés, les brochures, les papiers de musique, les catalogues, les prospectus, les annonces et les avis divers, imprimés, lithographiés, ou autographiés, qui seront échangés entre la France et l'Algérie, d'une part, et les Etats-Unis et leurs territoires, d'autre part, circuleront pour la France et l'Algérie, devront être affranchis, de part et d'autre, jusqu'à destination.

Les conditions d'affranchissement seront fixées par le gouvernement du pays d'origine.

ART. 6.—Chaque administration gardera en entier les sommes qui auront été perçues par elle sous, en vertu des articles 3, 4 et 5 précédents.

Il est finalement convenu entre les parties contractantes que ceux des objets de correspondance ci-dessus, qui auront été affranchis jusqu'à destination, ne pourront être taxés, grevés, ni soumis à quelque titre que ce soit, être frappés, dans le pays de destination, d'une taxe ou d'un droit quelconque à la charge des destinataires.

ART. 7.—Les administrations contractantes se réservent, à découvert, des tarifs particuliers et des imprimés de fantaisie, pourvu toutefois que ces tarifs et ces imprimés ne soient pas moins favorables aux expéditeurs que les tarifs et imprimés correspondants usités dans les deux pays.

Les échantillons de marchandises ne seront admis à jouir d'une modération de taxe qu'autant qu'ils n'auront par eux-mêmes aucune valeur marchande, qu'ils seront placés sous bande ou de manière à laisser aucune doute sur leur nature et qu'ils porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et les prix.

Pour jouir d'une modération de port, les photographies et les imprimés désignés dans l'article 5 et relevant également être placés sous bande et ne porter aucune signature, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, la signature de l'envoyeur ou une date.

Les échantillons de marchandises, les photographies et les imprimés qui ne seront pas les conditions mentionnées ci-dessus, ou qui n'auront pas été affranchis jusqu'à la limite fixée, seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

Il est entendu que les dispositions contenues dans le présent article et dans les articles 5 et 7 précédents n'infirment en aucune manière le droit qu'ont les administrations des postes des deux pays de ne faire effectuer par les territoires respectifs, le transport et la distribution des photographies, des lithographies, des gravures et des imprimés à l'égard desquels il n'aurait été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation, tant en France qu'aux Etats-Unis.

ART. 8.—Les administrations des postes de France et des Etats-Unis s'admettront à destination de l'un des deux pays ou des pays qui en dépendent, leur intermédiaire, aucun produit ou lettre qui contiendrait soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou objets précieux, soit tout autre objet passible de droits de douane.

Les liquides, les articles susceptibles détériorer la correspondance, ou qui peuvent salir ou détériorer les autres envois, sont prohibés dans le pays de destination, ne seront admis sous aucune forme à l'expédition par la voie de la poste.

Aucun paquet, ayant plus de 60 centimètres ou deux pieds américains, en longueur, et plus de 30 centimètres, ou un pied américain, dans les autres sens, ne pourra être expédié de l'un des deux pays pour l'autre par la voie de la poste.

ART. 10.—Le gouvernement français s'engage à faire transporter, en dépêches closes, soit à travers la France, soit au moyen des services de poste maritime français, les correspondances que l'administration des postes des Etats-Unis voudra échanger avec d'autres pays par l'intermédiaire des postes françaises : et réciproquement, le gouvernement des Etats-Unis s'engage à faire transporter en dépêches closes, soit à travers les Etats-Unis, soit au moyen des services de poste américains, les correspondances que l'administration des postes de France voudra échanger avec d'autres pays, par l'intermédiaire des postes des Etats-Unis.

L'administration des postes de France paiera à l'administration des postes des Etats-Unis, savoir : 1. la somme de 6 fr. par kil. de lettres, et celle de 1 fr. par kil. d'échantillons et d'imprimés, pour le transport à travers le territoire des Etats-Unis des dépêches closes qui seront échangées entre la France et d'autres pays, par la voie de San Francisco.

3. La somme de 10 francs par kilogramme de lettres et celle de 1 franc par kilogramme d'échantillons et d'imprimés, pour le transport, à travers le territoire des Etats-Unis, des dépêches closes qui seront échangées entre les Etats-Unis et d'autres Etats par la frontière franco-belge ou franco-allemande.

2. La somme de 2 dollars par kilogramme de lettres et celle de 20 cents par kilogramme d'échantillons et d'imprimés pour le transport, à travers le territoire français, des dépêches closes qui seront échangées entre les Etats-Unis et d'autres Etats par la frontière française ou celle contigus à l'Allemagne ou à la Belgique, entre les Etats-Unis et les pays avec lesquels le gouvernement de l'Union est actuellement lié par des conventions postales.

Lorsque les dépêches closes provenant ou à destination de France seront transportées en tiers de frontière française et la frontière américaine par des paquebots de la ligne hambourgeoise, l'administration des postes de France paiera à l'administration des postes des Etats-Unis, en sus du prix de transit territorial américain ensmentionnés, la somme de 10 fr. par kilogramme de lettres et la somme de 50 cents par kilogramme d'échantillons et d'imprimés qui seront contenus dans ces dépêches.

Réciproquement, lorsque les dépêches closes, provenant ou à destination des Etats-Unis, seront transportées entre la frontière française par des paquebots-poste français, l'administration des postes des Etats-Unis paiera à l'administration des postes de France, en sus des prix de transit territorial français susmentionnés, la somme de 2 dollars par kilogramme de lettres, et la somme de 10 cents par kilogramme d'échantillons et d'imprimés qui seront contenus dans ces dépêches.

Les taxes maritimes dont les deux administrations des postes de France et des Etats-Unis auront à se tenir réciproquement compte, pour les correspondances de toute nature transportées en dépêches closes, par deux paquebots autres que ceux naviguant entre la France et les Etats-Unis, seront les mêmes que celles appliquées aux correspondances de même espèce, provenant ou à destination du pays qui assurera le transport maritime desdites dépêches closes.

Il est entendu que le poids des correspondances de toute nature tombées en rebut, ainsi que celui des feuilles d'avis et autres pièces de comptabilité, résultant de l'échange des correspondances transportées en dépêches closes, par l'une des deux administrations, pour le compte de l'autre, ne sera pas compris dans la pesée des dépêches closes échangées entre les deux administrations, pour être soumis aux taxes maritimes exigibles en vertu du présent article

ART. 11.—Il sera dressé, tous les trois mois à la diligence de l'administration des postes de France, des comptes partiels, définitifs et de tout de la transmission des correspondances entre les bureaux d'échange respectifs.

Ces comptes, qui auront pour base et pour justification le nombre de réception des envois effectués pendant la période trimestrielle, seront récapitulés dans un compte général qui fera connaître les résultats définitifs de la transmission des correspondances échangées entre les deux administrations.

Après avoir été débattu et arrêté contradictoirement, le compte général ci-dessus mentionné sera soldé par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre, dans le courant du second trimestre qui suivra celui auquel le compte se rapportera.

Les soldes de comptes seront payés, savoir :

1. En traites sur Washington et en monnaie américaine, lorsque le solde sera en faveur de l'office des postes des Etats-Unis ;

2. En traites sur Paris et en monnaie de France, lorsque le solde sera en faveur de l'administration des postes de France.

Pour l'établissement des comptes et toute autre opération relative à l'exécution de la convention, le dollar sera considéré comme valant 5 fr. 37 c.

Les lettres ordinaires et les objets sous bandes qui auront été primitivement interdits à l'administration des postes de France ou à l'administration des postes des Etats-Unis par d'autres administrations, et qui, par suite du changement de résidence des destinataires, auront été réexpédiés de l'un des deux pays pour l'autre, seront réciproquement livrés, chargés de port exigible, au lieu de la précédente destination.

ART. 12.—Les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises, les photographies et les imprimés mal adressés ou mal dirigés, seront, sans délai, réciproquement renvoyés par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs, pour le poids et prix auxquels l'office envoyeur aura livré ces objets en compte à l'autre office.

Les objets de même nature qui auront été adressés à des destinataires partis pour le pays d'origines de ces objets, seront respectivement rendus chargés du port qui aurait dû être payé par les destinataires.

ART. 13.—Les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises, les photographies et les imprimés d'abord réexpédiés d'un bureau d'échange respectifs, pour le gouvernement français, de la faculté d'augmenter ultérieurement la progression de quinze grammes en quinze grammes.

La taxe à percevoir aux Etats-Unis sur les lettres originaires ou à destination de France, sera de 5 cents par 15 grammes ou fraction de 15 grammes.

Indépendamment des taxes mentionnées ci-dessus, les lettres non affranchies seront passibles d'un droit fixe de cinquante centimes ou 5 cents, suivant le cas. Quant aux lettres insuffisamment affranchies au moyen de timbres-poste, elles seront traitées comme les lettres non affranchies sauf déduction du prix des timbres-poste mis, lorsque la taxe résultant de la perception présentera une fraction de moins de dix centimes français, ou de cent cents américains, il sera perçu pour la fraction un demi-décime ou 1 cent entier, suivant le cas.

ART. 4.—Le publications deux pays pourra envoyer des lettres chargées, d'un pays dans l'autre.

Le port des lettres chargées devra toujours être acquitté d'avance, jusqu'à destination.

Toute lettre chargée expédiée de la France et de l'Algérie pour les Etats-Unis et leurs territoires, supportera, au départ, en sus de la taxe applicable à une lettre non chargée, du même poids, un droit fixe de 50 centimes, et, réciproquement, toute lettre chargée expédiée des Etats-Unis et de leurs territoires pour la France et l'Algérie, supportera, au départ, en sus de la taxe applicable à une lettre non chargée, du même poids, un droit fixe de 50 cents.

ART. 5.—Les échantillons de marchandises tout de graines, les photographies, les journaux, les ouvrages périodiques, les livres reliés ou reliés, les brochures, les papiers de musique, les catalogues, les prospectus, les annonces et les avis divers, imprimés, lithographiés, ou autographiés, qui seront échangés entre la France et l'Algérie, d'une part, et les Etats-Unis et leurs territoires, d'autre part, circuleront pour la France et l'Algérie, devront être affranchis, de part et d'autre, jusqu'à destination.

Les conditions d'affranchissement seront fixées par le gouvernement du pays, d'origine.

ART. 6.—Chaque administration gardera en entier les sommes qui auront été perçues par elle sous, en vertu des articles 3, 4 et 5 précédents.

Il est finalement convenu entre les parties contractantes que ceux des objets de correspondance ci-dessus, qui auront été affranchis jusqu'à destination, ne pourront être taxés, grevés, ni soumis à quelque titre que ce soit, être frappés, dans le pays de destination, d'une taxe ou d'un droit quelconque à la charge des destinataires.

ART. 7.—Les administrations contractantes se réservent, à découvert, des tarifs particuliers et des imprimés de fantaisie, pourvu toutefois que ces tarifs et ces imprimés ne soient pas moins favorables aux expéditeurs que les tarifs et imprimés correspondants usités dans les deux pays.

Les échantillons de marchandises ne seront admis à jouir d'une modération de taxe qu'autant qu'ils n'auront par eux-mêmes aucune valeur marchande, qu'ils seront placés sous bande ou de manière à laisser aucune doute sur leur nature, qu'ils porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et les prix.

Pour jouir d'une modération de port, les photographies et les imprimés désignés dans l'article 5 et relevant également être placés sous bande et ne porter aucune signature, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, la signature de l'envoyeur ou une date.

Les échantillons de marchandises, les photographies et les imprimés qui ne seront pas les conditions mentionnées ci-dessus, ou qui n'auront pas été affranchis jusqu'à la limite fixée, seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

Il est entendu que les dispositions contenues dans le présent article et dans les articles 5 et 7 précédents n'infirment en aucune manière le droit qu'ont les administrations des postes des deux pays de ne faire effectuer par les territoires respectifs, le transport et la distribution des photographies, des lithographies, des gravures et des imprimés à l'égard desquels il n'aurait été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation, tant en France qu'aux Etats-Unis.

ART. 8.—Les administrations des postes de France et des Etats-Unis s'admettront à destination de l'un des deux pays ou des pays qui en dépendent, leur intermédiaire, aucun produit ou lettre qui contiendrait soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou objets précieux, soit tout autre objet passible de droits de douane.

Les liquides, les articles susceptibles détériorer la correspondance, ou qui peuvent salir ou détériorer les autres envois, sont prohibés dans le pays de destination, ne seront admis sous aucune forme à l'expédition par la voie de la poste.

Aucun paquet, ayant plus de 60 centimètres ou deux pieds américains, en longueur, et plus de 30 centimètres, ou un pied américain, dans les autres sens, ne pourra être expédié de l'un des deux pays pour l'autre par la voie de la poste.

ART. 10.—Le gouvernement français s'engage à faire transporter, en dépêches closes, soit à travers la France, soit au moyen des services de poste maritime français, les correspondances que l'administration des postes des Etats-Unis voudra échanger avec d'autres pays par l'intermédiaire des postes françaises : et réciproquement, le gouvernement des Etats-Unis s'engage à faire transporter en dépêches closes, soit à travers les Etats-Unis, soit au moyen des services de poste américains, les correspondances que l'administration des postes de France voudra échanger avec d'autres pays, par l'intermédiaire des postes des Etats-Unis.

L'administration des postes de France paiera à l'administration des postes des Etats-Unis, savoir : 1. la somme de 6 fr. par kil. de lettres, et celle de 1 fr. par kil. d'échantillons et d'imprimés, pour le transport à travers le territoire des Etats-Unis des dépêches closes qui seront échangées entre la France et d'autres pays, par la voie de San Francisco.

3. La somme de 10 francs par kilogramme de lettres et celle de 1 franc par kilogramme d'échantillons et d'imprimés, pour le transport, à travers le territoire des Etats-Unis, des dépêches closes qui seront échangées entre les Etats-Unis et d'autres Etats par la frontière franco-belge ou franco-allemande.

2. La somme de 2 dollars par kilogramme de lettres et celle de 20 cents par kilogramme d'échantillons et d'imprimés pour le transport, à travers le territoire français, des dépêches closes qui seront échangées entre les Etats-Unis et d'autres Etats par la frontière française ou celle contigus à l'Allemagne ou à la Belgique, entre les Etats-Unis et les pays avec lesquels le gouvernement de l'Union est actuellement lié par des conventions postales.

Lorsque les dépêches closes provenant ou à destination de France seront transportées en tiers de frontière française et la frontière américaine par des paquebots de la ligne hambourgeoise, l'administration des postes de France paiera à l'administration des postes des Etats-Unis, en sus du prix de transit territorial américain ensmentionnés, la somme de 10 fr. par kilogramme de lettres et la somme de 50 cents par kilogramme d'échantillons et d'imprimés qui seront contenus dans ces dépêches.

Réciproquement, lorsque les dépêches closes, provenant ou à destination des Etats-Unis, seront transportées entre la frontière française par des paquebots-poste français, l'administration des postes des Etats-Unis paiera à l'administration des postes de France, en sus des prix de transit territorial français susmentionnés, la somme de 2 dollars par kilogramme de lettres, et la somme de 10 cents par kilogramme d'échantillons et d'imprimés qui seront contenus dans ces dépêches.

Les taxes maritimes dont les deux administrations des postes de France et des Etats-Unis auront à se tenir réciproquement compte, pour les correspondances de toute nature transportées en dépêches closes, par deux paquebots autres que ceux naviguant entre la France et les Etats-Unis, seront les mêmes que celles appliquées aux correspondances de même espèce, provenant ou à destination du pays qui assurera le transport maritime desdites dépêches closes.

Il est entendu que le poids des correspondances de toute nature tombées en rebut, ainsi que celui des feuilles d'avis et autres pièces de comptabilité, résultant de l'échange des correspondances transportées en dépêches closes, par l'une des deux administrations, pour le compte de l'autre, ne sera pas compris dans la pesée des dépêches closes échangées entre les deux administrations, pour être soumis aux taxes maritimes exigibles en vertu du présent article

ART. 11.—Il sera dressé, tous les trois mois à la diligence de l'administration des postes de France, des comptes partiels, définitifs et de tout de la transmission des correspondances entre les bureaux d'échange respectifs.

Ces comptes, qui auront pour base et pour justification le nombre de réception des envois effectués pendant la période trimestrielle, seront récapitulés dans un compte général qui fera connaître les résultats définitifs de la transmission des correspondances échangées entre les deux administrations.

Après avoir été débattu et arrêté contradictoirement, le compte général ci-dessus mentionné sera soldé par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre, dans le courant du second trimestre qui suivra celui auquel le compte se rapportera.

Les soldes de comptes seront payés, savoir :

1. En traites sur Washington et en monnaie américaine, lorsque le solde sera en faveur de l'office des postes des Etats-Unis ;

2. En traites sur Paris et en monnaie de France, lorsque le solde sera en faveur de l'administration des postes de France.

Pour l'établissement des comptes et toute autre opération relative à l'exécution de la convention, le dollar sera considéré comme valant 5 fr. 37 c.

Les lettres ordinaires et les objets sous bandes qui auront été primitivement interdits à l'administration des postes de France ou à l'administration des postes des Etats-Unis par d'autres administrations, et qui, par suite du changement de résidence des destinataires, auront été réexpédiés de l'un des deux pays pour l'autre, seront réciproquement livrés, chargés de port exigible, au lieu de la précédente destination.

ART. 12.—Les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises, les photographies et les imprimés mal adressés ou mal dirigés, seront, sans délai, réciproquement renvoyés par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs, pour le poids et prix auxquels l'office envoyeur aura livré ces objets en compte à l'autre office.

Les objets de même nature qui auront été adressés à des destinataires partis pour le pays d'origines de ces objets, seront respectivement rendus chargés du port qui aurait dû être payé par les destinataires.

ART. 13.—Les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises, les photographies et les imprimés d'abord réexpédiés d'un bureau d'échange respectifs, pour le gouvernement français, de la faculté d'augmenter ultérieurement la progression de quinze grammes en quinze grammes.

La taxe à percevoir aux Etats-Unis sur les lettres originaires ou à destination de France, sera de 5 cents par 15 grammes ou fraction de 15 grammes.

Indépendamment des taxes mentionnées ci-dessus, les lettres non affranchies seront passibles d'un droit fixe de cinquante centimes ou 5 cents, suivant le cas. Quant aux lettres insuffisamment affranchies au moyen de timbres-poste, elles seront traitées comme les lettres non affranchies sauf déduction du prix des timbres-poste mis, lorsque la taxe résultant de la perception présentera une fraction de moins de dix centimes français, ou de cent cents américains, il sera perçu pour la fraction un demi-décime ou 1 cent entier, suivant le cas.

ART. 4.—Le publications deux pays pourra envoyer des lettres chargées, d'un pays dans l'autre.

Le port des lettres chargées devra toujours être acquitté d'avance, jusqu'à destination.

Toute lettre chargée expédiée de la France et de l'Algérie pour les Etats-Unis et leurs territoires, supportera, au départ, en sus de la taxe applicable à une lettre non chargée, du même poids, un droit fixe de 50 centimes, et, réciproquement, toute lettre chargée expédiée des Etats-Unis et de leurs territoires pour la France et l'Algérie, supportera, au départ, en sus de la taxe applicable à une lettre non chargée, du même poids, un droit fixe de 50 cents.

ART. 5.—Les échantillons de marchandises tout de graines, les photographies, les journaux, les ouvrages périodiques, les livres reliés ou reliés, les brochures, les papiers de musique, les catalogues, les prospectus, les annonces et les avis divers, imprimés, lithographiés, ou autographiés, qui seront échangés entre la France et l'Algérie, d'une part, et les Etats-Unis et leurs territoires, d'autre part, circuleront pour la France et l'Algérie, devront être affranchis, de part et d'autre, jusqu'à destination.

Les conditions d'affranchissement seront fixées par le gouvernement du pays, d'origine.

ART. 6.—Chaque administration gardera en entier les sommes qui auront été perçues par elle sous, en vertu des articles 3, 4 et 5 précédents.

Il est finalement convenu entre les parties contractantes que ceux des objets de correspondance ci-dessus, qui auront été affranchis jusqu'à destination, ne pourront être taxés, grevés, ni soumis à quelque titre que ce soit, être frappés, dans le pays de destination, d'une taxe ou d'un droit quelconque à la charge des destinataires.

ART. 7.—Les administrations contractantes se réservent, à découvert, des tarifs particuliers et des imprimés de fantaisie, pourvu toutefois que ces tarifs et ces imprimés ne soient pas moins favorables aux expéditeurs que les tarifs et imprimés correspondants usités dans les deux pays.

Les échantillons de marchandises ne seront admis à jouir d'une modération de taxe qu'autant qu'ils n'auront par eux-mêmes aucune valeur marchande, qu'ils seront placés sous bande ou de manière à laisser aucune doute sur leur nature, qu'ils porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et les prix.

Pour jouir d'une modération de port, les photographies et les imprimés désignés dans l'article 5 et relevant également être placés sous bande et ne porter aucune signature, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, la signature de l'envoyeur ou une date.

Les échantillons de marchandises, les photographies et les imprimés qui ne seront pas les conditions mentionnées ci-dessus, ou qui n'auront pas été affranchis jusqu'à la limite fixée, seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

Il est entendu que les dispositions contenues dans le présent article et dans les articles 5 et 7 précédents n'infirment en aucune manière le droit qu'ont les administrations des postes des deux pays de ne faire effectuer par les territoires respectifs, le transport et la distribution des photographies, des lithographies, des gravures et des imprimés à l'égard desquels il n'aurait été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation, tant en France qu'aux Etats-Unis.

ART. 8.—Les administrations des postes de France et des Etats-Unis s'admettront à destination de l'un des deux pays ou des pays qui en dépendent, leur intermédiaire, aucun produit ou lettre qui contiendrait soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou objets précieux, soit tout autre objet passible de droits de douane.

Les liquides, les articles susceptibles détériorer la correspondance, ou qui peuvent salir ou détériorer les autres envois, sont prohibés dans le pays de destination, ne seront admis sous aucune forme à l'expédition par la voie de la poste.

Aucun paquet, ayant plus de 60 centimètres ou deux pieds américains, en longueur, et plus de 30 centimètres, ou un pied américain, dans les autres sens, ne pourra être expédié de l'un des deux pays pour l'autre par la voie de la poste.

Etats	Dém.	Rép	Total
Alabama	3	5	8
Arkansas	1	3	4
Delaware	..	1	1
Floride	..	3	3
Georgie	6	3	9
Illinois	5	14	19
Kansas	..	3	3
Kentucky	10	..	10
Louisiane	9	6	6
Maryland	4	2	6
Massachusetts	..	11	11
Michigan	..	9	9
Minnesota	..	3	3
Missouri	9	4	13
Nevada	1	..	1
New-Jersey	1	6	7
New-York	10	23	33
Pennsylvania	5	22	27
Rhode-Island	..	2	2
South Carolina	..	5	5
Tennessee	3	7	10
Texas	6	..	6
Virginie	..	5	5
Wisconsin	2	6	8
	70	142	212

Les Etats dans lesquels des élections ont déjà eu, lieu sont représentés comme suit :

Etats	Congrès actuel		Prochain Congrès	
	Dém.	Rép	Dém	Rép
Indiana	3	10	8	5
Iowa	..	9	1	8
Maine	..	5	..	5
Nebraska	..	1	..	1
N. Carolina	5	3	7	1
Ohio	7	13	13	7
Oregon	..	1	1	..
Vermont	..	3	..	3
O-Virginie	2	1	3